

Le Maire de Saint-Herblain,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2212-2 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure,

Vu le Code de la Route,

Vu l'Arrêté du 6 novembre 1992 portant approbation de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, huitième partie, « signalisation temporaire »,

Vu la demande du 08 janvier 2026 de la société NGE, sise 5 rue du Coutelier – 44800 SAINT-HERBLAIN,

Considérant que la société NGE (mandatée par la Direction du patrimoine de la Ville) souhaite occuper le domaine public avec la neutralisation de places de stationnement pour installer une benne et stocker des matériaux dans le cadre des travaux de l'école Condorcet, au 10 avenue de l'Abbé Henri Grégoire à Saint-Herblain, du 16 février au 24 avril 2026,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures de sécurité particulières durant ces travaux,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Du 16 février 2026 à 08h00 au 24 avril 2026 à 17h00, la société NGE (mandatée par la Direction du patrimoine de la Ville) est autorisée à occuper le domaine public avec la neutralisation de places de stationnement pour installer une benne et stocker des matériaux dans le cadre des travaux de l'école Condorcet, au 10 avenue de l'Abbé Henri Grégoire à Saint-Herblain.

ARTICLE 2 : Les mesures et conditions générales suivantes seront appliquées sur la rue précitée :

- **neutralisation de 5 places de stationnement ;**
- **INSTALLATION AUTORISÉE pour une benne et pour le stockage de matériaux ;**
- mise en place une protection géotextile ;
- **STATIONNEMENT AUTORISÉ pour les véhicules de chantier ;**
- mise en place d'une signalisation incitant les piétons à prendre un cheminement sécurisé ;
- en aucun cas le cheminement des piétons et la circulation automobile ne devront être interrompus ;
- vitesse limitée à 30 km/h.

Cette installation ne devra pas porter atteinte à la visibilité des utilisateurs.

ARTICLE 3 : La circulation des piétons et ainsi que le passage des véhicules de secours seront maintenus en permanence.

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire sera mise en place par la société NGE. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992 et le présent arrêté devra être affiché sur le site 48 heures avant l'installation.

SERVICE :
SERVICE
TRANQUILLITÉ
PUBLIQUE ET
REGLEMENTATION

ARRÊTÉ :
DPR-2026-0104

OBJET :
Réglementation en
matière de circulation
et de stationnement -
occupation du
domaine public -
neutralisation places
de stationnement -
benne et stockage
matériaux -
travaux
école Condorcet -
10 avenue de l'Abbé
Henri Grégoire -
du 16 février
au 24 avril 2026

ARTICLE 5 : Le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, sur les emplacements désignés, est considéré gênant, et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 § II 10° du Code de la Route.

ARTICLE 6 : Toute dégradation ou (et) salissure constatée sur la voie publique, et imputable au chantier, sera systématiquement suivie d'une réparation ou remise du site à l'état initial, à la charge financière de l'entreprise.

ARTICLE 7 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de poursuites pénales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. De plus, le non-respect des prescriptions entraînera le retrait immédiat de l'autorisation.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, ou par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr :

- ✓ Par le titulaire, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification ;
- ✓ Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la Ville.

ARTICLE 9 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Interdépartemental de la Police Nationale, Monsieur le Directeur Général de Nantes Métropole, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À SAINT-HERBLAIN, LE 03 FÉVRIER 2026

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué à la Tranquillité publique et à
la prévention des risques,

Jocelyn GENDEK

**Reçu à la préfecture de Nantes le 03 février
2026**

Publié le 03 février 2026